

# **Contribution Section PCF Lunel-Marsillargues 34, Visée communiste, stratégie et programme électoral**

Le texte qui suit est une contribution de notre Section :

- En vue de la consultation d'avril 2021 relative aux élections présidentielles de 2022
- En vue de nos campagnes électorales pour les présidentielles et les législatives de 2022 (et même pour les départementales et régionales de cette année).

Constat : Il y a un décalage entre nos textes de congrès qui affirment que le communisme est à l'ordre du jour et le contenu de notre pratique politique ainsi que de nos campagnes électorales. L'articulation entre visée communiste, stratégie, et contenu de programme est posée. Que nous décidions ou pas d'une candidature aux présidentielles, cette décision doit affirmer clairement que nous défendrons un programme de dépassement du capitalisme qui jettera les bases pour une nouvelle civilisation émancipée de l'exploitation de l'homme par l'homme, émancipée de l'exploitation de la nature, et émancipée du patriarcat.

Le rôle original d'un parti communiste est de dire clairement, dans les luttes quotidiennes comme aux élections, qu'il y a urgence à sortir du capitalisme. Il en va de la survie de l'humanité. Et pour être crédible, il nous faut faire des propositions de haut niveau, clairement anticapitalistes de sortie de crises: crises sanitaire, écologique, économique, sociale, financière, politique...

## **I - LA VISEE COMMUNISTE**

La crise sanitaire que nous vivons pose une loupe grossissante sur les tares d'un système capitaliste dominant sur toute la planète. Ce mode de production, dans sa phase mondialisée et financiarisée engendre des crises sanitaires, financières, économiques, sociales, politiques et écologiques.

Les maîtres du monde féodal étaient les propriétaires de la terre.

Les maîtres du monde capitaliste florissant étaient les propriétaires du charbon et de l'acier.

Les récents maîtres du monde actuel, les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) cherchent à marchandiser les biens immatériels comme la culture, le savoir, l'information...toutes choses qui appellent au contraire leur mise en commun au service de toute l'humanité.

Face à la crise sanitaire actuelle, nous pourrions utiliser les potentialités de la révolution numérique pour mettre en commun tous les efforts de recherche mondiaux pour trouver, développer et produire des vaccins anti-Covid. La logique capitaliste développe au contraire la marchandisation des connaissances et donc la mise en concurrence au lieu de la coopération. On appelle cela la propriété intellectuelle. Quand il s'agit de vie ou de mort, il faut choisir entre la propriété intellectuelle de quelques milliardaires de Big Pharma ou la mise en commun pour vaincre la pandémie.

Le capitalisme marchandise tout, en particulier les entreprises. Dans un XXIème siècle post-capitaliste, elles ne devraient plus se définir comme la propriété lucrative de leurs actionnaires.

Réclamons l'usufruit de nos entreprises et, de ce fait, réclamons le pouvoir de décider collectivement et démocratiquement de ce qu'il faut produire, comment et avec quelles organisations du travail. Si les travailleurs de Sanofi avaient ce pouvoir, ils n'auraient pas licencié 3000 chercheurs, ils mettraient aujourd'hui leur capacité de production au service collectif d'un vaccin et à la production immédiate de ceux qui existent déjà.

Le rôle d'un Parti Communiste c'est d'identifier les germes de communisme qui existent déjà et de les transformer en propositions d' "évolution révolutionnaire".

A l'heure où les gouvernements successifs exonèrent le Capital de cotisations sociales et distribuent des centaines de milliards sans contrôle aux grandes entreprises, nous proposons au contraire de renforcer la socialisation de la rémunération de la valeur de la force de travail.

## **II ARTICULATION STRATEGIE/ VISEE COMMUNISTE**

Le rôle d'un parti communiste est de chercher à transformer les mouvements CONTRE en mouvements POUR. C'est dans le POUR que se situe la visée communiste.

Dans chaque secteur d'activité, il y a des salariés qui vivent la contradiction entre le travail qu'on leur prescrit de faire et le travail qu'ils pensent qu'il faudrait faire pour être réellement au service du bien commun, au service des usagers. Il y a des germes de communisme dans cette résistance au travail prescrit. C'est la relation de subordination qu'ils mettent en cause.

Notre stratégie doit consister à recueillir cette parole de résistance CONTRE pour la transformer en perspective de transformation POUR. Par exemple, recueillir et coordonner les paroles de salariés de la SECU, de l'AFPA, des CRP, de Pôle-emploi, dans la perspective de co-élaborer avec nous une sécurité sociale professionnelle. Voilà un débouché enthousiasmant à leurs luttes.

Ce sont de tels projets que nous devons porter dans ce moment fondamental qu'est l'élection présidentielle aujourd'hui. Nous avons un projet alternatif. Choisissons la meilleure formule permettant de le populariser et amorcer une participation constructive de grande ampleur.

## **III- QUELQUES PROPOSITIONS DE PROGRAMME ELECTORAL A VISEE COMMUNISTE**

L'unité de mesure des changements à opérer n'est plus le siècle mais la génération, donc les décennies à venir. Cette question de l'urgence à se débarrasser du capitalisme est fondamentale. Il faut donc proposer des mesures qui changent radicalement la société à la fois par en haut ( l'Etat), et par en bas ( le travail).

Le travail, parce qu'il est la source unique de la production de valeur doit faire l'objet de mesures qui changent radicalement la société dès la première législature.

### **1 - Pour le travail**

Il s'agit de sortir le travail de l'aliénation actuelle. Les salariés ne décident pas de ce qu'ils doivent produire et sont dépossédés de ce qu'ils produisent. Il faut faire entrer la citoyenneté à l'entreprise.

Et pour cela privilégier trois mesures-phares :

- définir l'entreprise,
- mettre en place une Sécurité Sociale Professionnelle
- réformer le Code du Travail

#### **A. Définir l'entreprise**

« Modifier les articles 1832 et 1833 du code civil qui définissent ce qu'est une société mais qui laissent dans l'ombre l'entreprise, une inconnue dans le capitalisme : un comble. » (Le trou noir du capitalisme. Page 189. )

Proposition : L'entreprise, ensemble constitué par les moyens de production (bâtiments, machines, matières premières, énergie, fluides...) et les hommes qui agissent sur ces moyens de production pour produire des biens ou des services, doit devenir la propriété d'usage de ceux qui y travaillent. Ils doivent avoir d'office l'usufruit en commun de leur entreprise dès lors qu'ils y travaillent. L'entreprise devient un haut lieu de participation démocratique pour définir collectivement, ce que l'on produit, comment on le produit, avec quelle organisation du travail, avec quelles matières premières, avec quelle énergie...

Le temps de délibération démocratique depuis l'atelier, le bureau, le labo jusqu'à la planification nationale en passant par l'entreprise, le groupe et la branche d'activité, doit être considéré comme du temps de travail et rémunéré comme tel.

Les gains de productivité du travail rendent possible de dégager du temps pour développer en grand la citoyenneté d'entreprise.

### **B. Créer la Sécurité Sociale Professionnelle**

Dans l'objectif de :

- Eradiquer le chômage et la précarité
- Rehausser le niveau global de qualification des travailleurs pour maîtriser les nouvelles technologies et apprendre à co-gérer démocratiquement nos entreprises.
- Sécuriser les parcours professionnels pour faciliter les mobilités sans passer par la case chômage, en alternant des périodes de travail et des périodes de formation avec maintien des rémunérations.

Pour ce faire :

- Créer une branche de la Sécu baptisée Sécurité Sociale Professionnelle.
- Abonder cette branche par une cotisation sociale assise sur la valeur produite par le travail, dont 90 milliards pour assurer les rémunérations d'un volant permanent de 3 millions de personnes en formation en lieu et place de 3 millions de chômeurs.

Créer 4000 centres AFPA de 500 places soit 2 millions de places de formation.

Créer un pôle public de formation professionnelle rassemblant l'AFPA, les GRETA, les CRP, les universités et les grandes écoles.

Dissoudre Pôle-emploi et reconvertir ses 55000 salariés vers des emplois d'accueil, d'accompagnement médico-psycho-social et de formateurs pour les nouveaux centres AFPA.

En effet, pour ne pas laisser de côté les populations les plus fragilisées, les plus cassées par le capitalisme, nous aurons besoin de développer des actions de formation qualifiante avec un accompagnement médico-psycho-social inspiré des savoir-faire existants déjà actuellement dans les CRP (Centre de rééducation professionnels pour travailleurs handicapés).

### **C. Réformer le Code du Travail**

POUR un nouveau Code du Travail qui non seulement contienne les conquies sociaux d'un siècle de luttes sociales mais qui redéfinisse aussi le travailleur du XXIème siècle comme un citoyen dans l'entreprise, libéré de la relation de subordination et libéré de l'expropriation aliénante des fruits de son travail.

Nous devons dépasser le salariat et instaurer un nouveau statut du travailleur LIBRE.

Ce nouveau statut pourrait s'inspirer des principes du statut de la Fonction Publique.

Ce nouveau statut contiendrait 4 principes :

- La citoyenneté (et non la subordination)
- la qualification attachée à la personne (et non au poste de travail)
- le déroulement de carrière tout au long de la vie avec la formation permettant les mobilités ascendantes et horizontales
- le traitement à vie (et non la précarité du marché du travail)

## **2-Pour l'Etat :**

- Dissoudre la Vème République.
- Elire une assemblée constituante chargée de rédiger et d'adopter une nouvelle constitution pour une VIème République, sociale, écologique et féministe.
- Rendre constitutionnelle la propriété d'usage des entreprises par ceux qui y travaillent et formaliser les principes de la citoyenneté à l'entreprise.
- Rendre constitutionnels de nouveaux critères de gestion de l'économie qui visent d'abord le développement humain, la préservation de la nature et du climat. (Liens entre écologie, économie et social).